



IL FAUT REDONNER CONFIANCE EN LA FRANCE ! IL FAUT REMETTRE L'ÉCONOMIE AU SERVICE DES FRANÇAIS !



Le corps social de la France est malade, profondément malade. La crise dite des « gilets jaunes », initiée spontanément le jour où le prix du carburant diesel a atteint celui de l'essence, nous rappelle combien la crise est ancienne et profonde en France. Crise de confiance dans l'avenir pour chacun d'entre nous. Crise de confiance envers un gouvernement pressé de renvoyer l'ascenseur à un pouvoir économique auquel il croit devoir plus qu'au suffrage universel. Crise du salariat par l'écart qui se creuse d'année en année entre le blocage des salaires et l'augmentation des dividendes versés aux actionnaires.

APPELER AU CALME ET AU DIALOGUE

Appeler au calme quiconque aurait tendance à le perdre est la base d'un début de discussion. Mais il est indissociable d'un appel à la raison que nous envoyons au gouvernement pour qu'il accepte de considérer que son cap n'est pas le bon. Il n'est jamais trop tard pour remettre dans le jeu les corps intermédiaires que l'on s'est attaché à disqualifier depuis 18 mois, encore faut-il avoir l'humilité de reconnaître que l'on s'est trompé de politique. Après le simulacre de concertation sur la réforme du code du Travail, le gouvernement ne peut pas continuer, sur la problématique cruciale du pouvoir d'achat, à rester sourd aux propositions des organisations syndicales.

VIVRE DE SON SALAIRE

L'exaspération des classes moyennes est légitime. Les salariés, dont les populations de l'encadrement, expriment un sentiment de déclassement associé au constat qu'il est de plus en plus difficile de vivre du fruit de son travail. La CFE-CGC alerte depuis des années sur le mécontentement croissant des salariés confrontés à la baisse de leur pouvoir d'achat, comprenant que les grands équilibres qui doivent gouverner une économie sont détruits, notamment que :

- le partage de la valeur ajoutée évolue à leur détriment et à celui des investissements, en particulier en France, conduisant à la poursuite de délocalisations d'activités et au chantage à la modération salariale ;
- le transfert des cotisations sociales vers la CSG a servi à de nombreux employeurs de prétexte pour modérer leur politique salariale et annulant ainsi le gain promis par l'État ;
- l'évasion fiscale et les optimisations fiscales agressives ne sont pas combattues comme elles le devraient (100 milliards d'euros) par un pouvoir démissionnaire face aux grandes puissances financières ;
- participer à améliorer la productivité ne sert plus à rien d'autre qu'à mieux rémunérer les actionnaires, à dégrader les conditions de travail et les rémunérations futures.

Ainsi, face à la hausse continue des dépenses contraintes (logement, transport, énergie), aux salaires et aux pensions qui ne suivent pas, aux pressions fiscales accrues alors que la France est championne du monde des prélèvements obligatoires, et avec le partage inégalitaire de la valeur ajoutée en entreprise, la coupe est pleine. L'augmentation de la fiscalité du diesel a provoqué le débordement de la colère pour toute une population contrainte aux déplacements pour travailler toujours plus et en vivre toujours moins bien.

ENFIN CHANGER LE MODÈLE ET SE PROJETER DANS L'AVENIR

Connectées au terrain et aux problématiques concrètes exprimées par les salariés et les agents des services publics, les organisations syndicales ont vocation c'est leur mandat à agir pour que la société soit plus juste et plus solidaire. La CFE-CGC exhorte le président de la République et son gouvernement à s'engager dans une politique remettant la finance au service de l'économie et l'économie au service des Français, et non l'inverse, comme aujourd'hui.

DES PROPOSITIONS CONCRÈTES POUR UN MEILLEUR PARTAGE DE LA VALEUR ET S'ENGAGER DANS UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE RESPONSABLE

Face à une situation d'urgence dont les maux sont profonds, le gouvernement ne peut pas se contenter de mesurées de court terme, comme la seule annulation sur 2019 de la hausse des taxes sur les carburants. Pour la CFE-CGC, il faut traiter le problème en profondeur avec des mesures structurelles sur trois axes clés : les salaires et les pensions, la fiscalité et le logement.

LES SALAIRES

- Revaloriser significativement les salaires du secteur privé et le point d'indice dans les trois fonctions publiques (État, territoriale et hospitalière).
- Revaloriser significativement les pensions de retraite et mettre fin à leur désindexation par rapport à l'inflation.
- Rééquilibrer en faveur des salariés le partage des richesses créées par l'entreprise, dans le cadre des négociations salariales.
- Prévoir, en l'absence d'accord à l'issue de la négociation annuelle obligatoire (NAO), un minimum d'augmentation de salaire de base, ou un abandon de subventions publiques.

LA FISCALITÉ

- Relâcher la pression fiscale toujours plus forte s'exerçant sur les classes moyennes, en particulier l'impôt sur le revenu.
- Faire une réelle évaluation du transfert des cotisations sociales salariales vers la CSG qui, contrairement à ce que dit le gouvernement, n'a pas occasionné de gain de pouvoir d'achat pour les salariés !
- Redéployer les aides fiscales accordées aux entreprises du type CICE (20 milliards de crédits d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), car nous vivons une gabegie financière depuis cinq ans sans contrepartie ni contrôle de la part de l'État.
- Lutter contre les fléaux de l'évasion et de l'optimisation fiscale et imposer une régulation efficace des pratiques financières.

LE LOGEMENT

- Mettre en œuvre une politique de construction et de rénovation de logements pour en réguler le prix et améliorer la performance énergétique.
- Assurer un véritable aménagement du territoire visant à rapprocher les lieux de résidence et les lieux de travail.
- Encourager les mobilités, développer les transports en commun et le fret ferroviaire...
- Supprimer, dans le cadre d'une vente immobilière lors d'une mutation géographique, les droits de mutation (frais de notaires).